



EDITORIAL

Ce numéro présente les principaux résultats du projet européen Medstat2 dont l'objectif principal était d'aider les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée à développer leur système d'information statistique. L'INSEE a apporté sa contribution sur plusieurs aspects des statistiques économiques et sociales.

Au titre des opérations du trimestre écoulé, on notera en particulier :

- le séminaire méthodologique annuel de comptabilité nationale destiné aux équipes réalisant les comptes économiques des DOM-COM.

-le séminaire sur les nomenclatures d'activités au profit des pays de l'Afrique subsaharienne à Bamako organisé sous l'égide des Nations Unies.

Par ailleurs, le projet Banque Mondiale avec l'Ukraine s'est poursuivi à un rythme soutenu.

On retrouve enfin dans cette lettre les rubriques habituelles sur les activités de coopération et les actualités d'ERETES

Cette lettre est une publication de l'Unité de la Coopération Technique Internationale

Directeur de publication : A. TRANAP
Rédacteur en chef : A. TRANAP
Secrétaire de rédaction : M. MESSALI

Un bilan de Medstat2 :

La coopération statistique euro-méditerranéenne

Le programme Medstat2 s'est achevé en septembre 2009(1). Il visait à renforcer les systèmes d'information statistique des pays partenaires du pourtour méditerranéen. L'Insee a apporté son assistance technique dans ce projet.

Dans la lignée de partenariats existants

Lancé début 2006 le programme Medstat2 s'est achevé en septembre 2009. Il a pris la suite de Medstat1 (1999-2003). Ses objectifs étaient d'harmoniser les méthodes statistiques et de se rapprocher des normes européennes ainsi que de diffuser les données dans les 9 secteurs concernés: le commerce des biens et services, les comptes nationaux, l'agriculture, le social, les migrations, le transport, le tourisme, l'environnement et l'énergie. Medstat2 a contribué à rendre disponible l'information statistique utile au suivi des progrès de la coopération euro-méditerranéenne.

Le programme s'adressait à 10 pays : Tunisie, Israël, Maroc, Jordanie, Egypte, Algérie, Liban, Autorité palestinienne, Turquie et Syrie. Sa réalisation a été prévue dans le cadre de trois contrats de services :

- coordination des activités "horizontales" : formation, systèmes d'information, publications et diffusion (Lot1)

- activités liées aux secteurs statistiques retenus (Lot2)

- installation et maintenance des équipements et logiciels informatiques (Lot3)

D'un montant de 9,3 M€ Medstat II a constitué un projet de grande ampleur. Au total, ce sont 41 ateliers, 16 séminaires de formation, 133 missions d'assistance technique et 39 visites d'études qui ont été organisés, soit entre 87 et 97 actions par pays bénéficiaire.

Une forte participation de l'INSEE

L'Institut faisait partie du consortium qui a eu la responsabilité de la partie statistique. ADETEF, l'agence de coopération technique internationale des ministères chargés de l'économie et du budget, en était le chef de file. L'INSEE a ainsi travaillé au côté de 6 autres instituts statistiques européens et d'un cabinet spécialisé sur l'environnement, « Plan Bleu ».

L'INSEE a fourni près de 30% des ressources (1623 hommes/jours) nécessaires au fonctionnement du consortium. Le détachement de deux experts à temps plein auprès de la structure gestionnaire du projet (ADETEF) a été la contribution la plus importante. Cela place l'Institut largement en tête des autres partenaires. Pour la fourniture d'expertise de court terme, l'Institut se situe, avec 93 hommes/jours au deuxième rang derrière l'Espagne (199 h./j.). Les interventions ont eu lieu essentiellement dans les domaines suivants: comptes nationaux, statistiques sociales, techniques statistiques. L'INSEE a en outre facilité l'accès de l'équipe de Medstat2 aux experts extérieurs avec lesquels l'Institut est en relation, essentiellement au sein du système statistique public.

Par ailleurs, les relations étroites existant entre l'Unité de la Coopération Technique Internationale de l'INSEE et l'équipe qui a piloté le projet Medstat2 ont permis de définir et d'exploiter des synergies entre les actions du consortium et les programmes de coopération bilatérale engagés avec les instituts de statistique de la région. Une partie des résultats positifs enregistrés dans les pays peut être attribuée à l'efficacité de cette coordination.

Des résultats concrets

MEDSTATII a permis le renforcement des capacités des Instituts Nationaux de Statistique. On peut relever comme résultats concrets : la réalisation de publications statistiques avec Eurostat, notamment une quarantaine de « Statistiques en Bref » sur des sujets d'actualité concernant le bassin méditerranéen (environnement, tourisme, pêche...) (2)

L'échange de « bonnes pratiques » entre les pays méditerranéens et les I.N.S. européens constitue un autre acquis du programme. Medstat2 a permis la mise en place d'un module d'apprentissage en ligne de comptabilité nationale. Des manuels sur les statistiques du tourisme domestique ont été conçus. Des études pilote sur les besoins du tourisme en eau ont été réalisées. (Maroc, Israël, Jordanie) Enfin pour mesurer les flux migratoires (Liban, Algérie) les recensements et des enquêtes ménages ont été utilisés. La dynamique créée autour de l'activité statistique a été l'un des principaux bénéfices du programme. Le développement du volet statistique de l'Union du Maghreb Arabe (3) est une illustration de ce mouvement.

2010- 2012 : une implication étroite des bénéficiaires pour le futur projet Medstat3 Initialement l'Union Européenne n'envisageait pas de suite à Medstat2 car elle souhaitait privilégier une approche bilatérale de l'appui technique sur

des programmes ciblés. C'est à la demande des directeurs des INS des pays bénéficiaires qu'une suite a été proposée, sous forme d'un projet Medstat3. Un appel d'offres a été lancé. Il mobilise un budget plus réduit (4 M.€) et ne prend plus en compte que six secteurs. Les autres secteurs - comptes nationaux, environnement et tourisme - relèvent de programmes plus ciblés. Medstat3 prévoit un rôle accru pour les pays de la région. Les consortiums soumissionnaires doivent comporter au moins une « organisation publique » appartenant à un des pays bénéficiaires. L'INSEE participe à cet appel d'offre au sein du consortium mené par ADETEF.

(1) La politique de l'Union européenne envers la région méditerranéenne est régie par le partenariat euro-méditerranéen lancé à la conférence de Barcelone en novembre 1995. Le programme MEDSTAT s'inscrit dans la suite de la conférence de Barcelone. Ce programme doit accompagner la transition économique des pays méditerranéens

(2) Exemples de Statistiques en Bref - source Eurostat

[La région méditerranéenne : un haut lieu de la biodiversité, Environnement 12/2008](#)

[Union européenne-pays méditerranéens échanges de services et investissements en hausse, Economie 106/2008](#)

(3) L'Union du Maghreb Arabe est une association économique regroupant 5 États du Maghreb Arabe (Maroc, Tunisie, Algérie, Libye, Mauritanie).

Les orientations de la coopération pour 2010 (comité de direction de l'INSEE du 16/ 12/ 2009)

Le programme de la coopération pour 2010 a été approuvé au cours de la réunion du comité de direction de l'INSEE du 16 décembre 2009.

Orientations géographiques - Les trois zones prioritaires ont été confirmées par le Comité de direction à savoir l'Europe, le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne (Afristat et écoles de statistique). Un plan d'action a été défini afin de mieux répondre aux besoins de nos partenaires. Il comporte les 3 points suivants : 1) renforcer notre présence en Europe 2) Mieux répondre aux attentes d'Afristat et des écoles de statistique africaines 3) Optimiser l'utilisation des ressources financières, en particulier en se positionnant mieux sur les appels d'offre et jumelages européens.

Actions prévues en 2010 - 150 actions sont prévues, soit un volume comparable à celui de 2009. Bien que la macroéconomie constitue toujours le « noyau dur » des activités de coopération (comptabilité nationale, conjoncture et modélisation), les domaines d'intervention se diversifient. Les pays européens sont très intéressés par les questions relatives à l'organisation régionale et aux indicateurs régionaux et locaux. Par ailleurs le renforcement de notre collaboration avec Afristat conduit à aborder de nouveaux thèmes en particulier en matière de statistiques d'entreprise (prix de production, IPI, répertoires ...) et d'enquêtes sociales (secteur informel, évolution des structures de consommation ...).

Réunions, séminaires et sessions de formation

Séminaire méthodologique de comptabilité nationale - Paris, 18 au 22 janvier 2010. Le département des comptes nationaux a accueilli les représentants des équipes réalisant les comptes économiques des DOM-COM, pour le séminaire méthodologique annuel. Les thèmes du séminaire 2010 étaient : le changement de base des comptes, outils et sources mobilisables pour les comptes ultramarins et présentation des travaux sur la consommation des ménages ou les parités de pouvoir d'achat. Des intervenants de nombreuses directions (DCN, DSE, DCRSI, DDAR) ont assuré le succès du séminaire. Pour la première fois, les comptables des DOM-COM ont présenté leurs travaux lors d'un atelier de comptabilité nationale, le 21 janvier, qui a suscité des échanges fructueux avec l'assistance.

Commission Statistique des Nations Unies - La 41^{ème} session s'est tenue à New-York du 23 au 26 février 2010 - Le Directeur Général J.P. Cotis, P. Cunéo, G. Mordant, et A. Tranap (DCSRI) y ont participé. De nombreux side-events ont

eu lieu : possibilités de coopération pour la mise en œuvre des recommandations de la Commission Sen-Stiglitz-Fitoussi, commission exécutive de la Conférence des Amériques, archivage des recensements africains, Comité de direction du Programme de comparaison Internationale des prix (P.C.I.), bureau de la commission statistique de l'OCDE (voir agenda sur <http://unstats.un.org/unsd/default.htm>T).

Séminaire nomenclatures d'activité - Bamako, 25 au 28 janvier - Michel Lacroix (D.S.E.) et Marie-Madeleine Fuger (DCSRI) ont animé avec un expert de l'ONU le séminaire organisé par la DSNU et « hébergé » par AFRISTAT. Le séminaire était destiné aux experts des pays francophones d'Afrique et avait pour objectif de présenter et d'expliquer les nouvelles nomenclatures internationales et les changements par rapport aux anciennes versions des nouvelles nomenclatures d'activités et de produits (CITI et CPC).

Les activités de coopération (octobre 2009 - février 2010)

Missions à l'étranger

Maroc : mission du Directeur de l'INSEE

Jean Philippe Cotis, Directeur général de l'INSEE, accompagné d'Alain Tranap (UCTI), se sont rendus le 14 et 15 janvier 2010 à la rencontre internationale organisée à Rabat par le Haut commissariat au plan. Les débats ont porté sur le développement humain au Maroc, la lutte contre la pauvreté et sa mesure statistique. Le Directeur Général a présenté les travaux impliqués par la commission Stiglitz. L'OCDE a proposé d'organiser un débat au sein de son Centre de développement au sujet de l'indicateur de développement humain du PNUD qui établit une hiérarchie des pays suivant le niveau de développement

Liban : un accord de coopération signé

A l'occasion de la visite du Premier Ministre du Liban à Paris du 20 au 22 janvier, plusieurs réunions sur les actions de coopération technique au Liban ont eu lieu. Le Directeur général de l'INSEE a signé avec la Ministre des finances libanaise le renouvellement de l'accord de coopération portant les comptes nationaux. Par ailleurs, une mission menée par A. Tranap (UCTI) a eu lieu du 7 au 9 janvier 2010. L'objectif était d'assister le Ministère des Finances libanais dans ses prévisions économiques 2009-2010 pour la préparation du budget 2010.

Algérie : modélisation de l'économie

Dans le cadre du programme AMECO contrat d'Appui au Management de l'économie Algérienne confié à Adetef par l'Union européenne. Jean-Louis Brillet a effectué 5 missions à Alger. Les missions consistaient à appuyer les économistes algériens dans la construction de 2 modèles de l'économie algérienne pour le compte du Commissariat général à la planification et à la prospective.

[Parution du n°104 de la revue Statéco](#)

(cliquer sur le lien)

Le n°104 de Statéco reprend les meilleures communications présentées lors du Séminaire International sur le Secteur Informel en Afrique (SISIA) organisé par Afristat en octobre 2008 à Bamako. Ce numéro spécial a fait l'objet d'une publication en anglais dans l'African Journal of Statistics. Si vous souhaitez obtenir un exemplaire papier de la revue vous pouvez effectuer votre demande à l'adresse suivante : marcel.messali@insee.fr

Pays	Thèmes des missions
Europe	
Russie	
1 au 2 décembre	Programmation 2010
Serbie	
31 janvier au 3 février	Innovation entreprises
26 au 27 novembre	Programmation
16 au 18 novembre	Nomenclatures
Ukraine (Banque Mondiale)	
9 au 11 février	Investissement
15 au 17 décembre	Industrie
8 au 10 décembre	Nomenclatures
3 au 5 novembre	Entreprises
République Tchèque	
10 au 12 février	Organisation séminaire
Luxembourg	
3 décembre	Comité Eretes
Méditerranée	
Algérie	
28 février au 4 mars	Modélisation
14 au 18 février	Econométrie
25 au 28 janvier	Modélisation
10 au 12 Janvier	Modélisation
14 décembre	Mesure des Performances Économiques et du progrès social
6 au 7 décembre	Programmation 2010
Liban	
7 au 9 Janvier	Comptes du Liban
Tunisie	
23 au 25 février	Enquête emploi
28 février	Comptes nationaux
Maroc	
14 au 15 Janvier	Indice de Développement humain
17 au 18 décembre	Présentation jumelage
23 au 25 novembre	Modélisation
Afrique	
Afristat (Mali)	
25 au 28 Janvier	Séminaires nomenclatures
12 au 16 octobre	Comité de direction
11 au 15 octobre	Comptes nationaux
Sénégal	
10 au 16 décembre	Suivi Eretes 2010
Gabon	
25 au 28 octobre	Comptes nationaux
U.S.A. - Washington	
20 au 27 février	Commission Statistique ONU

Visites en France

Maroc et Tunisie : une mutualisation réussie

2 délégations, l'une tunisienne et l'autre marocaine, ont rencontré les experts français sur la production et la diffusion de statistiques locales et les opérations cartographiques associées au recensement de la population. Les services impliqués dans cette visite ont été le Pôle de Service synthèses locales situé en Rhône-Alpes, le Pôle de service offre de données locales situé à la DR Pays de la Loire et le département de l'Action régionale. La réussite de cette visite est due à la forte implication de tous les intervenants, en particulier des directions régionales.

Pologne : les acteurs locaux

Une délégation polonaise a rencontré ses homologues de la Direction régionale du Nord - Pas de Calais dans le cadre d'un programme de coopération entre l'Office Régional de Bydgoszcz et la Direction régionale du Nord - Pas de Calais. Le thème de la visite était la stratégie d'action régionale et les relations avec les acteurs publics régionaux.

Ukraine : le projet financé par la Banque Mondiale se poursuit

Deux visites de cadres du Comité statistique Ukrainien ont eu lieu au cours du précédent trimestre.

La première visite était consacrée aux statistiques du commerce extérieur dans le secteur des services, du tourisme et de la construction. Cette visite s'est déroulée les 18 et 19 février et a impliqué l'équipe chargée des statistiques du tourisme à la D.S.E. ainsi que la Banque de France pour la partie construction.

L'autre visite s'est réalisée du 8 au 10 décembre. La délégation ukrainienne a rencontré les experts français des comptes trimestriels (coordination : Maryvonne Lemaire, de l'Inspection générale). Un programme très dense a été proposé pour balayer tous les aspects organisationnels et méthodologiques de la production des comptes trimestriels.

Pays	Thèmes des visites	Services ou experts
Europe		
Pologne		
25 au 27 janvier	Statistiques régionales	D. R. du Nord Pas-de-Calais
Roumanie		
23 au 26 novembre	Statistiques sociales	Direction des Statistiques Démographiques et Sociales
Ukraine		
18 au 19 février	Tourisme, commerce	Banque de France, Direction des Statistiques d'Entreprises
8 au 10 décembre	Comptes trimestriels	Inspection Générale
Méditerranée		
Maroc		
9 au 10 février	Gestion informatique	C.N.I. Aix, Paris, Nantes Secrétariat Général
1 au 3 février	Modélisation	U.C.T.I.
25 janvier	Recensement	D.S.D.S.
9 au 12 novembre	Outils de cadrage macroéconomique et prévisions à court terme	Département des Études Économiques
5 au 6 novembre	Conjoncture	Département des Études Économiques
Tunisie		
11 au 15 janvier	Enquête Emploi	E.N.S.A.I. ; D.S.D.S, Unité de la Coopération Technique Internationale
Maroc et Tunisie		
19 au 22 janvier	Statistiques régionales	DDAR, Dr de Rhône-Alpes et PSAR DR des Pays de la Loire et PSAR



* Actualités *

Comptes nationaux ERETES -

Missions : Visite de deux comptables nationaux de l'ISPF de Polynésie française. Ils ont travaillé avec Pierre Couaillac (UCTI) du 11 au 22 janvier pour effectuer le bouclage des comptes de la nouvelle année de base 2005 avec ERETES. La synthèse des opérations sur biens et services a été réalisée. La validation de la synthèse des comptes de secteurs se fera à distance. Une mission de Pierre Couaillac est prévue vers la fin du premier semestre 2010 pour valider les comptes de la première année courante 2006. Le 20 janvier, Pierre Couaillac a animé la séance sur les actualités d'ERETES lors du séminaire méthodologique 2010 pour les comptables des DOM et des COM. Il a été question de la prise en compte avec ERETES de certaines spécificités relatives aux comptes des DOM et des COM. Du 10 au 16 décembre 2009, Charlotte Schiltz s'est rendue à l'ANSD de Dakar (Sénégal) pour y terminer l'animation d'une session du jeu d'essai ERETES et prendre le relais de l'expert d'Afristat, arrêté pour cause de maladie.

Actualité du « Groupe » ERETES La société chargée du soutien à ERETES et au Groupe durant les quatre prochaines années est maintenant connue : il s'agit de la société TRASY, qui avait déjà pris en charge la maintenance du module ERETES ces dernières années. Le contrat a été signé, et les premiers travaux sont lancés : le Comité Technique s'est réuni le 3 décembre 2009 à Luxembourg pour une première programmation des travaux, et la détermination des priorités dans les développements. En effet, l'adaptation au SCN 2008 prendra la plus grande partie du temps disponible en 2010. Les améliorations demandées par les usagers qui pourront être réalisées dès cette année-là seront donc peu nombreuses, et des choix sont à faire.